

Herridge	O'Keefe
Honey	Olson
Howard	Otto
Howe (Hamilton-Sud)	Ouellet
Jewett (M <sup>11e</sup> )	Patterson
Klein	Pearson
Knowles	Pennell
Laing	Peters
LaMarsh (M <sup>11e</sup> )	Pickersgill
Lamontagne	Pilon
Lamoureux	Plourde
Langlois	Prittie
Laniel	Richard
Laprise	Rideout
Latulippe	Rinfret
Laverdière	Robichaud
Leduc	Rock
Lessard	Rouleau
(Lac-Saint-Jean)	Roxburgh
Loiselle	Ryan
Macaluso	Sauvé
Macdonald	Teillet
MacEachen	Temple
MacNaught	Thompson
McIlraith	Tremblay
McMillan	Tucker
McNulty	Wahn
McWilliam	Walker
Matheson	Watson (Châteauguay- Huntingdon-Laprairie)
Matte	Webster
Mitchell	Whelan
Mullally	Winch—126.
Munro	
Nicholson	

**M. l'Orateur:** Je déclare le projet d'amendement défait.

**M. McIntosh:** Monsieur l'Orateur, j'ai pairé avec le ministre du Commerce (M. Sharp). Si j'avais voté, j'aurais voté en faveur de l'amendement.

**M. Rynard:** J'ai pairé avec l'honorable député de Brantford (M. Brown). Si j'avais voté, j'aurais voté pour l'amendement.

**M. l'Orateur:** La Chambre est appelée à se prononcer sur la motion principale. La motion est-elle adoptée?

**L'hon. M. Lambert:** Sur division.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 2<sup>e</sup> fois et la Chambre, formée en comité sous la présidence de M. Lamoureux, passe à l'étude des articles.)

Sur l'article 1<sup>er</sup>—

**M. l'Orateur:** L'article 1<sup>er</sup> est-il adopté?

(Texte)

**M. Chrétien:** Monsieur le président, si j'ai bien compris les ententes qui sont intervenues entre le secrétaire d'État (M. Pickersgill) et les représentants des partis de l'opposition, à l'étape de l'étude en comité, et vu la nature de la mesure, nous pouvons expliquer notre point de vue sur l'ensemble du bill C-95, sans devoir le faire article par article.

Personnellement, je suis d'avis qu'il s'agit là d'une mesure extrêmement importante à l'heure actuelle.

Nous avons entendu l'honorable député de Digby-Annapolis-Kings (M. Nowlan) mettre beaucoup de réticence relativement au bill que nous étudions actuellement, prétendant que nous devons être extrêmement prudents, qu'il ne fallait pas choquer les dirigeants des entreprises de l'extérieur qui ont des capitaux dans l'industrie canadienne.

Monsieur le président, l'honorable ministre des Finances (M. Gordon) avait raison de déclarer, l'autre jour, que les mots ne suffisent plus, qu'il faut agir. Je crois que le bill C-95 constitue une preuve que le gouvernement actuel veut agir afin de remédier à la situation.

Nous savons qu'à l'heure actuelle, l'économie canadienne souffre énormément du fait que 60 p. 100 de la fabrication canadienne est dirigée par des industriels non-résidents, et qu'il faut intervenir afin que les Canadiens reprennent le «contrôle» de leur économie.

Le but visé par le bill C-95, relativement au retour du «contrôle» de certaines industries aux mains des Canadiens, sera atteint par la retenue de certaines déductions d'impôt sur les dividendes des non-résidents, taux qui passerait de 15 à 10 p. 100 pour les entreprises qui permettraient que les Canadiens achètent leurs actions et deviennent membres des conseils d'administration.

Afin de pouvoir atteindre le but que nous recherchons, au point de vue économique, il est extrêmement important que la voix des Canadiens soit entendue dans les conseils d'administration de l'industrie canadienne, et je félicite le ministre des Finances d'avoir pris les moyens pour favoriser ce rapatriement de certains intérêts de l'industrie canadienne aux mains des Canadiens.

Quant aux dirigeants qui ne voudront pas avoir de Canadiens dans leurs conseils d'administration, eh bien, ils devront payer un impôt plus élevé sur les dividendes des non-résidents, taux qui passera de 15 à 20 p. 100.

Monsieur le président, je suis d'avis que cette mesure est extrêmement importante, qu'elle constitue un tournant dans l'histoire du Canada au point de vue taxation.

Il fallait agir rapidement, et je félicite le gouvernement d'avoir pris une attitude audacieuse afin d'encourager les industriels qui ont investi des capitaux au Canada à laisser les Canadiens prendre part à leurs délibérations, de sorte qu'ils puissent avoir, dans le commerce extérieur, la part qui leur revient.

Monsieur le président, nous savons tous que le principal problème économique auquel le Canada fait face actuellement, c'est la balance déficitaire de son commerce avec les États-Unis. Et je pense que nous devons nous attaquer à ce problème résolument, comme nous le faisons à l'heure actuelle.